

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 3 au 9 mars 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : les prévisions de croissance2

Le graphique de la semaine2

Fait marquant : le *Spring Forecast* de l'OBR3

En bref3

Actualités macroéconomiques4

CONJONCTURE4

FINANCES PUBLIQUES4

MARCHE DU TRAVAIL4

IMMOBILIER5

Actualités commerce et investissement5

COMMERCE5

Actualités financières7

REGLEMENTATION FINANCIERE7

MARCHES FINANCIERS7

Le chiffre de la semaine : les prévisions de croissance

L'Office for Budget Responsibility (OBR) abaisse sa prévision de croissance pour l'économie britannique en 2026.

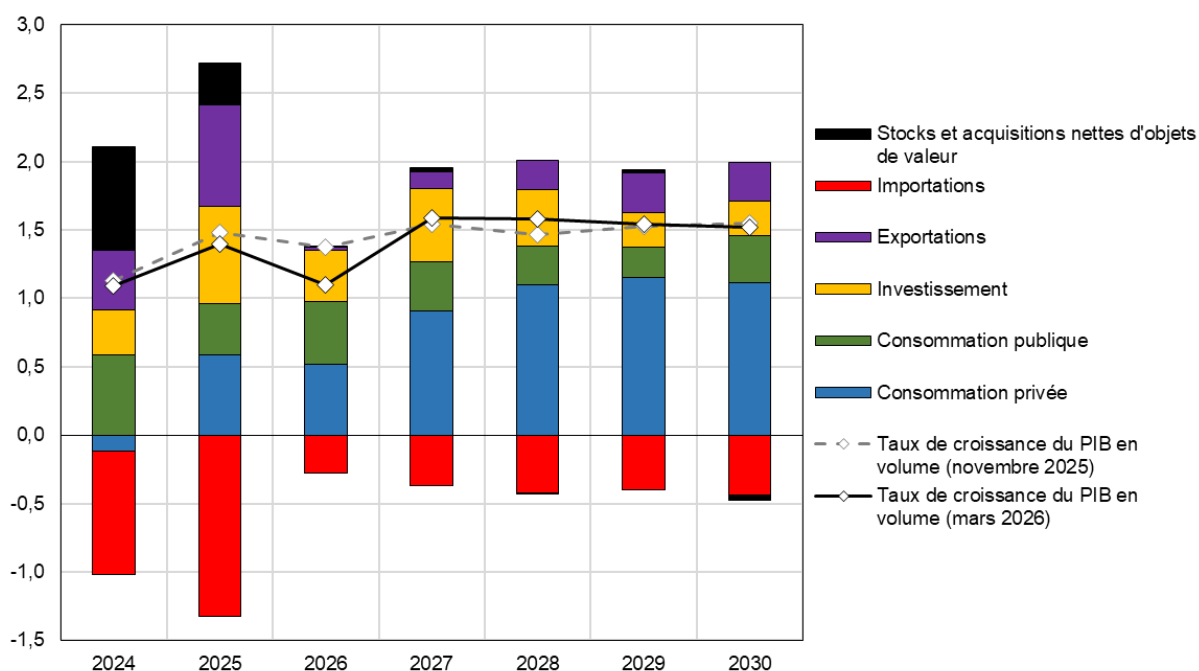
Cette révision s'explique principalement par un affaiblissement du cycle conjoncturel à court terme, résultant d'un essoufflement de la dynamique du marché du travail qui pèse sur la progression des revenus et sur la consommation des ménages. L'OBR anticipe désormais la croissance du PIB réel à +1,1 % en 2026 (-0,3 pt) contre +1,4 % en 2025. Néanmoins, sur l'ensemble de l'horizon de prévision, les changements restent relativement limités. Comme lors des prévisions de novembre, l'OBR anticipe une croissance annuelle moyenne à +1,5 % de 2026 à 2030. Par rapport à la prévision de novembre, la croissance globale de la productivité est légèrement plus élevée en raison d'un niveau d'investissement plus important. L'impact positif de cet investissement est toutefois compensé par une croissance plus faible de l'offre de travail, due à une migration nette plus faible. La révision à la baisse de la croissance rapproche la prévision de l'OBR pour cette année de celle de la Banque d'Angleterre (4 février), qui anticipe une croissance de +0,9 % en 2026, puis +1,5 % en 2027 et +1,9 % en 2028.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,1 %

Le graphique de la semaine

Contributions à la croissance du PIB en volume (prévisions de mars 2026)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'*Economic and fiscal outlook* de l'OBR (mars 2026).

Fait marquant : le *Spring Forecast* de l'OBR

Le 3 mars, la publication semestrielle des prévisions de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) s'est déroulée, pour la première fois depuis 2016, sans événement budgétaire associé. Le [discours](#) de Rachel Reeves qui accompagnait la publication n'a pas comporté d'annonce budgétaire significative, témoignant de la volonté de faire de ce *Spring Statement* un non événement afin de renforcer la prévisibilité économique, s'en tenant au principe d'un événement budgétaire par an. La chancelière a martelé que « [s]a stratégie est la bonne », permettant une baisse de l'inflation et du coût de la dette. Les dépenses nouvelles annoncées, à hauteur de 5,7 Md£ en 2029-30, reposent presque intégralement (4,1 Md£ en 2029-30) sur la hausse des dépenses consacrées aux besoins éducatifs particuliers et au handicap déjà connue avant le discours, et sur une hausse de la contribution aux budgets des gouvernements locaux (+1,5 Md£ par rapport au *Budget* de novembre) est annoncée.

L'OBR anticipe une désinflation plus rapide qu'anticipé en 2026 mais aussi une hausse plus forte du chômage (cf. *Actualités macroéconomiques ci-après*).

Si l'OBR met en évidence une amélioration conjoncturelle des finances publiques, les incertitudes demeurent sur la capacité du gouvernement à respecter ses engagements budgétaires. Les prévisions de l'OBR indiquent une amélioration de la marge budgétaire (i.e. l'excédent du solde public courant prévu en 2029-30) par rapport aux prévisions de novembre, passant de 21,7 à 23,6 Md£, grâce à des recettes fiscales plus dynamiques qu'anticipé. Cependant, des pressions persistent sur certaines dépenses et nécessiteront des arbitrages stratégiques entre le secteur de la défense et les autres, tandis que la stratégie de finances publiques repose sur des hausses d'impôts futures.

La guerre déclenchée au Moyen-Orient n'a été que brièvement évoquée dans le discours de la chancelière et n'est pas intégrée aux scénarios de l'OBR, mais elle accroît des incertitudes déjà fortes. L'OBR a appelé à la vigilance sur l'importance à accorder à son scénario central qui a été réalisé sans tenir compte de la guerre au Moyen-Orient, ni de l'annulation des droits de douane américains (puis leur réinstauration partielle). L'OBR souligne que, malgré le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, les conditions de marché restent – au 3 mars – globalement plus favorables que celles retenues dans le scénario central. En revanche, les prix de l'énergie constituent un risque de hausse de l'inflation. Ce retour de l'inflation pourrait remettre en cause les perspectives de baisse de taux directeurs de la Banque d'Angleterre, et ainsi tirer à la hausse le rendement du *gilt*.

En bref

- Sur la semaine, la livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint à 1,1544 € (+0,7 %). Au contraire, la livre se déprécie par rapport au dollar américain et atteint 1,3306 \$ (−0,8 %).
- Au 9 mars, les rendements longs du *gilt* (obligation souveraine) sont en forte hausse sur la semaine : le rendement à 10 ans passe à 4,71 % (+45 pdb), comme le *gilt* à 30 ans qui augmente à 5,31 % (+30 pdb).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'[enquête mensuelle](#) de février 2026 réalisée par la Banque d'Angleterre auprès des directeurs financiers d'entreprises britanniques met en évidence une stabilisation des anticipations d'inflation, tandis que la dynamique de l'emploi reste faible. Les anticipations de hausse des prix de production des entreprises à un an se stabilisent (+3,7 % en janvier et février 2026). Les anticipations d'inflation mesurées par l'indice des prix à la consommation (IPC) diminuent légèrement à +3,1 % à un an (−0,1 pt), et +2,8 % à trois ans (−0,1 pt). Sur le marché du travail, les entreprises déclarent un léger ralentissement de l'emploi (−0,2 % sur un an) sur les trois derniers mois, bien que ce recul soit moins marqué qu'en janvier (−0,5 %). Les perspectives à venir sur l'emploi apparaissent toutefois un peu plus favorables : les entreprises anticipent désormais une croissance très modérée de l'emploi au cours de l'année à venir (+0,1 %), soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à janvier.

L'[OBR](#) anticipe une désinflation plus rapide qu'anticipé en 2026, avec une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions de novembre. L'inflation reculerait de 3,4 % en 2025 à 2,3 % en 2026, notamment sous l'effet d'une baisse attendue des prix de l'énergie et de l'alimentation, avant d'atteindre la cible de 2 % à partir de 2027. Ces prévisions n'intègrent toutefois pas les dernières évolutions de la guerre au Moyen-Orient. Les prix de l'énergie constituent un risque de hausse de l'inflation : le think-tank *Resolution Foundation* estime que si les récentes hausses des prix du pétrole et du gaz devaient se maintenir, elles pourraient ajouter environ un point de pourcentage à l'inflation et augmenter d'environ 500 £ la facture énergétique annuelle d'un ménage type. La décision de taux de la Banque d'Angleterre du 19 mars sera suivie de près, car une volatilité prolongée des prix du pétrole et du gaz pourrait retarder les baisses de taux attendues.

Finances publiques

L'[OBR](#) révisé à la baisse ses prévisions de déficit public jusqu'en 2030-31, à l'exception de 2026-27. Le rythme de réduction anticipé est légèrement plus rapide que dans les prévisions de novembre 2025, principalement grâce à une prévision de recettes publiques revue à la hausse. Le déficit public devrait ainsi passer de 5,2 % du PIB en 2024-25 à 4,3 % du PIB (−0,2 pt par rapport aux prévisions de novembre), soit 132,7 Md£ (−5,5 Md£). Pour les années suivantes, l'OBR prévoit un déficit de 3,6 % du PIB en 2026-27 (+0,1 pt), puis une réduction progressive jusqu'à 1,8 % du PIB en 2029-30 (−0,1 pt). *Le déficit public total diffère du solde public courant, qui constitue l'indicateur suivi par l'OBR dans le cadre des règles budgétaires.*

Marché du travail

L'[OBR](#) a révisé à la hausse ses prévisions de taux de chômage, avec un pic attendu à 5,3 % en 2026, contre 4,9 % dans les prévisions de novembre. La faiblesse du marché du travail semble toujours principalement liée aux nouveaux entrants qui peinent à trouver un emploi dans un contexte de demande d'embauche faible. Le taux de chômage diminuerait ensuite progressivement pour atteindre environ 4,1 % à l'horizon

2030. Le chômage des jeunes constitue un point de vigilance particulier, avec un taux atteignant 16,1 % fin 2025. Ce niveau situe le Royaume-Uni, de manière inédite depuis que cet indicateur est mesuré, au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne s'établissant à 14,9 % fin 2025. Toutefois, les statistiques sur le marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au *Labour Force Survey* de l'ONS.

Les nouvelles prévisions de l'OBR intègrent une révision à la baisse de la migration nette. Celle-ci est désormais estimée à environ 235 000 personnes par an en 2026-30, contre 295 000 précédemment, en partie en raison d'un changement de méthodologie de l'ONS. Le niveau de migration nette, proche de sa moyenne annuelle de 2015-20, reste nettement inférieur à celui observé ces dernières années (751 000 personnes par an en moyenne sur la période 2022-24). Si l'OBR estime que l'impact sur le PIB par habitant restera limité, cette baisse pourrait affecter sur les recettes fiscales (-10 Md£ en 2030 selon [l'Institute for Fiscal Studies](#)).

Immobilier

[Halifax](#) a publié son vendredi son dernier indice des prix immobiliers, indiquant que les prix ont augmenté de 0,3 % en février par rapport à janvier, poursuivant ainsi la tendance récente d'une hausse progressive des prix (+1,3 % sur un an). Depuis le début de l'année, les prix moyens ont augmenté d'environ 3 000 £, le prix d'une maison au Royaume-Uni atteignant désormais 301 151 £. Les différences régionales dans l'évolution des prix immobiliers restent marquées. L'Irlande du Nord se distingue avec une progression de +6,3 % sur un an. En Angleterre, la hausse des prix reste concentrée dans les régions du Nord, tandis que les marchés plus coûteux du Sud continuent de connaître un repli des prix. À Londres, les prix ont baissé de 1 % sur un an, tout en restant près de deux fois supérieurs à la moyenne nationale (538 200 £).

Actualités commerce et investissement

Commerce

La présentation par la Commission européenne de l'Industrial Accelerator Act (IAA), qui prévoit notamment l'introduction de règles de contenu local dans les marchés publics et certaines aides publiques, a suscité des réactions contrastées au Royaume-Uni. La [British Chambers of Commerce](#) (BCC) souligne que, dans la plupart des cas, les entreprises britanniques ne devraient pas être exclues des marchés publics européens, l'IAA prévoyant l'ouverture du dispositif aux partenaires disposant d'accords commerciaux avec l'UE, dont le Royaume-Uni. Plusieurs [acteurs industriels britanniques](#) s'inquiètent en revanche des dispositions visant certains segments du marché automobile, notamment les petites voitures électriques et les véhicules destinés aux flottes d'entreprises, qui devront être assemblés dans l'UE pour bénéficier de soutiens publics. Le constructeur Nissan, dont l'usine de Sunderland emploie environ 6 000 personnes, aurait ainsi averti le gouvernement britannique que l'exclusion du Royaume-Uni des dispositifs européens pour ces types de véhicules

pourrait menacer la viabilité du site. La BCC appelle donc le gouvernement à trouver une solution concertée avec l'UE en ce qui concerne l'automobile.

À l'approche de la [14^{ème} Conférence ministérielle](#) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue du 26 au 29 mars à Yaoundé, le Royaume-Uni se déclare disposé à engager des discussions sur une réforme de l'organisation multilatérale. Les propositions britanniques portent notamment sur une évolution des règles de prise de décision afin d'éviter qu'un seul pays puisse bloquer des accords favorables au commerce, sur un renforcement des dispositifs visant à lutter contre les subventions jugées déloyales, ainsi que sur une modernisation des dispositions spéciales accordées aux pays en développement. Selon la presse, ces orientations ciblent implicitement la Chine, critiquée pour le recours aux subventions et aux entreprises publiques générant des surcapacités et des distorsions de marché, et les États-Unis, à l'origine du blocage de la nomination des juges de l'organe d'appel du système de règlement des différends de l'OMC.

Le gouvernement britannique prévoit de supprimer [l'exonération de droits de douane](#) appliquée aux importations de faible valeur (moins de 135 £) d'ici mars 2029. Cette mesure vise à aligner le Royaume-Uni sur les politiques adoptées par les États-Unis (fin de la règle « de-minimis » depuis août 2025) et bientôt par l'UE, et à rétablir une concurrence plus équitable avec les détaillants britanniques, qui dénoncent l'avantage dont bénéficient les plateformes étrangères vendant des produits à bas prix. La [British Chambers of Commerce](#) (BCC) avertit toutefois que la fin de cette exemption pourrait entraîner une hausse des prix pour les consommateurs et peser sur les petites entreprises. Selon une enquête menée auprès de plus de 600 entreprises, plus de la moitié des importateurs répercuteraient sur les clients une hausse des coûts d'importation de 5 à 10 %. La BCC appelle donc à une suppression progressive du dispositif et met en garde contre l'introduction de frais fixes par article ou par envoi qui pourraient accentuer les pressions inflationnistes et affecter particulièrement les PME et le commerce électronique.

La Trade Remedies Authority (TRA) a lancé plusieurs enquêtes visant des importations de Chine et de Turquie, jugées potentiellement déloyales pour l'industrie britannique. D'une part, la TRA a ouvert une enquête antidumping sur les importations de [dioxyde de titane](#) en provenance de Chine. Cette substance, largement utilisée comme pigment blanc dans les peintures, plastiques ou papiers, pourrait être vendue sur le marché britannique à des prix anormalement bas, ce qui nuirait aux producteurs locaux. D'autre part, l'autorité a lancé deux enquêtes concernant les importations de [contenants en verre](#) : une enquête antidumping visant les produits provenant de Chine et une enquête antisubventions concernant ceux originaires de Turquie. Les produits concernés incluent la majorité des bouteilles et bocaux en verre de moins de 2,5 litres, utilisés dans de nombreuses chaînes d'approvisionnement britanniques, notamment pour les conserves alimentaires, les boissons ou d'autres emballages.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [estime](#) que la supervision anti-blanchiment exercée par les organismes professionnels s'est améliorée mais reste insuffisamment dissuasive. L'Office for Professional Body Anti-Money Laundering Supervision (OPBAS), rattaché à la Financial Conduct Authority (FCA), indique dans son dernier rapport que la supervision de la lutte contre le blanchiment n'a jamais été aussi efficace depuis la création de l'organisme en 2018. Néanmoins, l'OPBAS juge que l'action disciplinaire de certains superviseurs (*Professional Body Supervisors* (ou PBSs) reste trop limitée pour dissuader les manquements aux règles minimales. L'organisme supervise 25 PBSs des ordres professionnels chargés de surveiller le respect des règles anti-blanchiment dans les secteurs juridique et comptable. Si leur niveau global de conformité est jugé satisfaisant, certains adoptent encore une approche trop centrée sur leurs membres, ce qui peut affaiblir la supervision et favoriser une culture d'« *assisted compliance* » (accompagnement plutôt que sanction).

Le gouvernement a publié sa [stratégie](#) de lutte contre la fraude pour les trois prochaines années. La fraude représente le premier type de criminalité au Royaume-Uni et a coûté environ 14,4 Md£ à l'économie en 2023-2024. Le gouvernement prévoit par conséquent d'investir plus de 250 M£ entre 2026 et 2029 pour renforcer la prévention, la détection et la réponse aux fraudes visant les particuliers et les entreprises. La stratégie repose sur trois piliers, le premier étant perturber (*disturb*) les méthodes utilisées par les fraudeurs, notamment via la création d'un centre public-privé de lutte contre la criminalité en ligne et une coopération renforcée avec les secteurs des télécommunications, du numérique et des services financiers. Le deuxième est de protéger (*safeguard*) les victimes potentielles en renforçant la sensibilisation et la résilience des particuliers et des entreprises. Enfin, le troisième pilier est de répondre (*respond*) plus efficacement aux fraudes grâce à un système de signalement simplifié (*Report Fraud*), à une charte de soutien aux victimes et à un renforcement des mécanismes judiciaires.

La FCA [publie](#) son rapport annuel fixant les priorités réglementaires pour le marché des investissements destinés aux particuliers, axées sur la confiance, l'accès à l'investissement et la lutte contre la criminalité financière. Cette publication s'est accompagnée d'un [discours](#) de Lucy Castledine, directrice des investissements pour les particuliers à la FCA. Le régulateur met en avant quatre axes principaux : développer une culture de l'investissement parmi les particuliers, renforcer la confiance dans le marché, garantir de bons résultats pour les clients et renforcer les contrôles contre la criminalité financière. Le régulateur entend également poursuivre la mise en œuvre de nouvelles initiatives comme le régime de « *targeted support* », qui doit entrer en vigueur le 6 avril 2026 (voir [Brèves n°45](#) en 2025). Parallèlement, la FCA indique vouloir renforcer la surveillance des fraudes, y compris celles promues sur les réseaux sociaux par certains « finfluencers ».

Marchés financiers

Revolut dépose une [demande](#) de licence bancaire aux États-Unis pour accroître son développement sur le marché nord-américain. La fintech annonce la nomination d'un nouveau PDG, Cetin Duransoy, pour son activité américaine en remplacement de Sid

Jajodia qui reste directeur mondial des activités bancaires. Ce dernier a souligné dans une [interview](#) que le choix de candidater à une licence bancaire aux États-Unis était aussi porté par la volonté de l'administration américaine de soutenir de nouveaux entrants sur le système bancaire régulé. L'obtention de la licence bancaire permettrait à Revolut d'opérer sur tout le territoire américain sous la surveillance d'un seul régulateur fédéral et de proposer de nouvelles offres : prêts personnels, cartes de crédit, ou dépôts assurés par la *Federal Deposit Insurance Corporation*. Pour rappel, Revolut ne possède toujours pas de licence bancaire totale au Royaume-Uni et reste en phase de « mobilisation » (voir [Brèves n°29](#) en 2025).

Les prêteurs britanniques [relèvent](#) leurs taux hypothécaires dans un contexte d'inquiétudes sur l'inflation et les prix de l'énergie liées au conflit en cours au Moyen-Orient. Le Financial Times indique que NatWest, Co-operative Bank et Skipton ont annoncé vendredi 6 mars une hausse de leurs taux de crédits hypothécaires à taux fixe. Ces établissements rejoignent HSBC, Nationwide, Santander et Coventry Building Society qui avaient déjà engagé ce mouvement plus tôt dans la semaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr